



# Assemblée générale

Distr. générale  
24 mai 2013  
Français  
Original: anglais

## Conseil des droits de l'homme

### Vingt-troisième session

Point 3 de l'ordre du jour

**Promotion et protection de tous les droits de l'homme,  
civils, politiques, économiques, sociaux et culturels,  
y compris le droit au développement**

## **Rapport du Rapporteur spécial sur les droits de l'homme des personnes déplacées dans leur propre pays, Chaloka Beyani**

Additif

### **Mission en Côte d'Ivoire (22-31 juillet 2012)\* \*\***

#### *Résumé*

Le Rapporteur spécial sur les droits de l'homme des personnes déplacées dans leur propre pays, Chaloka Beyani, s'est rendu en visite officielle en Côte d'Ivoire du 22 au 31 juillet 2012, à l'invitation du Gouvernement. Conformément à son mandat, qui figure dans la résolution 14/6 du Conseil des droits de l'homme, il s'est efforcé d'examiner la situation de toutes les personnes déplacées à l'intérieur du pays, notamment les personnes déplacées à cause des violences postélectorales de 2010 ou pour d'autres raisons. Alors que les déplacements ont été provoqués principalement par des troubles civils, d'autres facteurs, comme des problèmes fonciers, des questions de nationalité et d'identité nationale et des conflits intercommunautaires, ont alimenté ces crises.

Même s'il y a eu des avancées notables dans le rétablissement de la loi et de l'ordre dans le pays, les conditions de sécurité restent précaires et ont pâti de la lenteur des progrès faits dans les domaines de la réforme du secteur de la sécurité et de la réconciliation nationale. Des efforts concertés sont également nécessaires pour faciliter des solutions durables pour les personnes déplacées. Si la plupart de ces personnes sont rentrées chez elles ou se sont intégrées localement ou encore réinstallées ailleurs dans le pays, beaucoup continuent de vivre dans des conditions précaires, notamment dans l'ouest, et ont besoin d'aide pour répondre à la fois à leurs besoins humanitaires immédiats et pour trouver une solution durable à long terme. La consolidation de la paix en Côte d'Ivoire et la protection contre les déplacements forcés à l'avenir exigent des efforts continus visant à s'attaquer aux causes profondes des conflits et à promouvoir un processus de réconciliation nationale associant toutes les parties.

\* Le résumé du présent rapport est distribué dans toutes les langues officielles. Le corps du rapport lui-même, qui figure en annexe au présent document, est reproduit en anglais et français.

\*\* Soumission tardive.

## Annexe

*[Anglais et français seulement]*

**Rapport du Rapporteur spécial sur les droits de l'homme des  
personnes déplacées dans leur propre pays, Chaloka Beyani,  
sur sa mission en Côte d'Ivoire (22 au 31 juillet 2012)**

## Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Introduction.....	1–3	3
II. Contexte général .....	4–19	4
A. Contexte politique et socioéconomique.....	4–8	4
B. Situation en matière de droits de l'homme .....	9–13	5
C. Historique, causes et ampleur des déplacements internes .....	14–19	6
III. Cadres de l'assistance aux personnes déplacées et de la protection de ces personnes .....	20–28	7
A. Réponses apportées par les autorités nationales .....	20–24	7
B. Réponses apportées par la communauté internationale .....	25–28	9
IV. Protection des personnes déplacées .....	29–63	10
A. Protection contre les déplacements forcés: traiter les problèmes systémiques et les causes profondes .....	29–45	10
B. Solutions durables .....	46–63	14
V. Conclusions et recommandations.....	64–78	20
A. Conclusions .....	64–65	20
B. Recommandations .....	66–78	21

## I. Introduction

1. Conformément à son mandat, qui figure dans la résolution 14/6 du Conseil des droits de l'homme, et à l'invitation du Gouvernement ivoirien, le Rapporteur spécial sur les droits de l'homme des personnes déplacées dans leur propre pays, Chaloka Beyani, s'est rendu en visite officielle en Côte d'Ivoire du 22 au 31 juillet 2012 afin d'examiner la situation actuelle des personnes déplacées dans le pays. Si cette visite avait pour principal objet l'examen de la situation des personnes déplacées à la suite des violences postélectorales de 2010, d'autres périodes et causes de déplacement ont également été étudiées. Les conclusions et les recommandations du Rapporteur spécial sont fondées sur les constatations qu'il a faites lors de sa visite et sur les Principes directeurs relatifs au déplacement de personnes à l'intérieur de leur propre pays (E/CN.4/1998/53/Add.2, annexe).

2. Au cours de sa visite, le Rapporteur spécial s'est entretenu avec le Premier Ministre, chef du Gouvernement et Ministre de la justice en exercice, Jeannot Kouadio-Ahoussou, le Ministre des droits de l'homme et des libertés publiques, Gnénéma Coulibaly, le Ministre des anciens combattants et des victimes de guerre, Mathieu Babaud Darret, le Ministre délégué à la justice en exercice, Loma Matto Cissé, le Ministre de l'intérieur, Hamed Bakayoko, le Ministre de l'agriculture, Mamadou Sangafoa Coulibaly, le Directeur de Cabinet du Ministre de la famille, de la femme et de l'enfant, Pierre Douhou, le Ministre des affaires étrangères, Daniel Kablan Duncan, le Ministre délégué à la défense, Paul Koffi Koffi, et des membres du personnel du Ministère de l'emploi, des affaires sociales et de la solidarité. Il s'est également entretenu avec le Président de la Commission Dialogue, Vérité Réconciliation, Charles Konan Banny, le Représentant spécial de l'Union africaine, Ambroise Niyonsaba, et des représentants de la société civile, d'organismes des Nations Unies et des autorités locales des lieux où il s'est rendu sur le terrain.

3. Le Rapporteur spécial s'est rendu dans différents sites accueillant des personnes déplacées, notamment le camp de déplacés de Nahibly, qui avait été attaqué et détruit quelques jours avant son arrivée, l'enceinte de l'édifice municipal où certains déplacés du camp étaient toujours temporairement réfugiés, des zones de retour et de réinstallation, en particulier dans l'ouest du pays (dont Guiglo, Diahouin, Bedy Goazon, Diehiba et Duékoué) et des campements de fortune à Abidjan, où il s'est entretenu avec des membres des communautés touchées. Il souhaite exprimer ses remerciements au Gouvernement ivoirien pour son invitation, son engagement constructif lors de la mission et sa volonté affirmée de maintenir cet engagement. Il souhaite également remercier le Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général pour la Côte d'Ivoire, le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) et le Bureau de la coordination des affaires humanitaires, qui lui ont apporté un appui inestimable pendant les préparatifs de sa mission et tout au long de celle-ci. Enfin, il exprime ses remerciements à l'équipe de pays des Nations Unies et aux membres du Groupe mondial de la protection pour la coopération et l'appui qu'ils lui ont apporté, et aux personnes déplacées qu'il a rencontrées et qui lui ont fait part de leurs préoccupations et de leurs expériences.

## II. Contexte général

### A. Contexte politique et socioéconomique

4. Après l'indépendance en 1960, Félix Houphouët-Boigny a été Président jusqu'à sa mort en 1993. La première élection présidentielle pluraliste, que le Président sortant a remportée à la majorité, s'est tenue en 1990 après des manifestations populaires qui ont abouti à la légalisation des partis d'opposition. Des manifestations populaires ont de nouveau eu lieu en 1998 pour contester une révision constitutionnelle accordant des pouvoirs accrus au Président Henri Konan Bédié. Celui-ci a promu le concept d'ivoirité qui s'est accompagné de mesures et réactions xénophobes, ce qui a chassé du pays un grand nombre de personnes d'origine malienne et burkinabè en 1999. Après que le Président Henri Konan Bédié a été renversé par un coup d'État militaire en décembre 1999, le général Robert Guéi a pris le contrôle du pays, avec pour conséquence le retrait de l'essentiel de l'aide étrangère. Une longue période d'instabilité politique et de violences a suivi, ponctuée par une tentative de coup d'État en septembre 2002 et par divers accords de paix infructueux.

5. En 2007, un accord de paix signé avec les rebelles a instauré un gouvernement fondé sur le partage du pouvoir et a réuni l'armée. Des élections présidentielles se sont tenues en octobre 2010, mais le premier tour de scrutin entre le Président sortant, Laurent Gbagbo et Alassane Ouattara, qui avait été exclu de la course présidentielle de 2000 en raison de la controverse au sujet de sa nationalité ivoirienne, n'a pas été concluant. Au second tour, M. Ouattara a battu M. Gbagbo, mais celui-ci a refusé de démissionner. Après plusieurs mois de combats entre les forces favorables à M. Gbagbo et les forces armées fidèles à M. Ouattara, celui-ci est parvenu à prendre le contrôle d'une grande partie du pays en avril 2011 et a prêté serment le mois suivant.

6. Les violences postélectorales de 2010 ont provoqué des déplacements massifs, et bien que les conditions de sécurité aient été nettement meilleures à la fin de 2011, la violence a persisté sous la forme d'affrontements intercommunautaires, d'attaques et d'activités criminelles transfrontalières, en particulier dans la partie occidentale du pays limitrophe du Libéria, et d'attaques à Abidjan et dans ses environs.

7. Alors que le pays dispose d'abondantes ressources naturelles et est le premier producteur mondial de fèves de cacao, près de 43 % de la population vivait à la limite du seuil national de pauvreté en 2008, contre 10 % seulement en 1985<sup>1</sup>. Cela montre que la situation se détériore, en partie à cause des effets néfastes de l'instabilité politique de la dernière décennie sur l'économie. La Côte d'Ivoire est marquée par une immigration importante en provenance des pays voisins et se compose de différents groupes ethniques<sup>2</sup>; la moitié environ de la population vit actuellement dans des centres urbains, principalement le long des régions côtières.

8. Dans le Plan national de développement (2012-2015), le Gouvernement affirme ambitionner de faire de la Côte d'Ivoire un pays émergent d'ici à 2020 et expose ses plans visant à améliorer les infrastructures et les services publics du pays, l'accent étant mis sur l'accès des femmes, des jeunes, des enfants et d'autres groupes vulnérables aux services<sup>3</sup>. Le contexte géopolitique du pays est aussi un facteur déterminant de sa situation économique et de ses conditions de sécurité. Il a contribué au rôle traditionnel joué par le pays en tant que centre économique important de la sous-région, ainsi qu'à sa composition multiculturelle et multiethnique. Plus récemment, la proximité du pays avec le Mali et le Sahel, frappés par une grave crise, a suscité des préoccupations.

<sup>1</sup> Voir [data.worldbank.org/country/cote-divoire](http://data.worldbank.org/country/cote-divoire).

<sup>2</sup> Voir [www.gouv.ci/ci\\_fiche\\_1.php](http://www.gouv.ci/ci_fiche_1.php).

<sup>3</sup> Côte d'Ivoire, *Plan National de Développement 2012-2015* (2011), p. 16 à 19, 71 à 80 et 102 et 103.

## B. Situation en matière de droits de l'homme

9. La Côte d'Ivoire a ratifié un grand nombre des principaux instruments internationaux et régionaux relatifs aux droits de l'homme<sup>4</sup> et s'est soumise en 2009 à l'Examen périodique universel, qui a donné lieu à plusieurs recommandations concernant les personnes déplacées<sup>5</sup>.

10. Plusieurs rapports sur les droits de l'homme, notamment des rapports de l'ONU et le rapport de la Commission nationale d'enquête, attestent les violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire commises par diverses parties au conflit pendant les violences postélectorales de 2010, au cours desquelles plus de 3 000 personnes ont été tuées et bien davantage victimes de différentes violations des droits de l'homme, notamment de viols, de disparitions forcées, de torture et de détention arbitraire<sup>6</sup>. Depuis, les violations des droits de l'homme commises par divers acteurs, dont des éléments des Forces républicaines de Côte d'Ivoire (FRCI), des Dozos (chasseurs traditionnels dont la tenue vestimentaire et le nom ont été repris par des groupes et individus armés) et des acteurs non étatiques armés responsables d'attaques transfrontalières, ont persisté, souvent sur fond de tensions intercommunautaires et dans un climat d'impunité – en particulier dans l'ouest du pays<sup>7</sup>. Compte tenu de la précarité des conditions de sécurité, le Conseil de sécurité, par sa résolution 2062 (2012), a prorogé le mandat de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI) jusqu'au 31 juillet 2013, appelé le Gouvernement à mettre en œuvre la réforme du secteur de la sécurité et condamné les attaques contre des personnes déplacées, y compris l'attaque contre le camp Nahibly à Duékoué.

11. Dans l'ouest, en particulier, les conflits sont toujours exacerbés par les tensions intercommunautaires et les litiges fonciers entre les agriculteurs guérés et les personnes d'origine burkinabè et malienne, d'une part, et les Ivoiriens considérés comme non autochtones dans la région, d'autre part. L'attaque du 20 juillet contre le camp de Nahibly – le dernier camp de déplacés restant, où plus de 5 000 personnes déplacées, pour la plupart des autochtones appartenant à l'ethnie Guéré (qui sont perçus comme pro-Gbagbo), étaient enregistrées – a été l'un des épisodes les plus violents des affrontements intercommunautaires dans le pays. Le camp a été attaqué et réduit en cendres par une foule de près d'un millier de personnes armées de machettes, de baïonnettes et de torches, appartenant à des communautés allogènes (voir par. 15) du quartier Kokoma à Duékoué, traditionnellement associées au parti actuellement au pouvoir, à savoir le Rassemblement des républicains. Au moins huit personnes ont été tuées et 60 autres blessées. Selon des informations reçues par le Rapporteur spécial, l'attaque a eu lieu malgré la présence du préfet de la région, d'officiers des FRCI et d'éléments d'un contingent de l'ONUCI chargé de surveiller la sécurité extérieure du camp.

12. Le Rapporteur spécial condamne cette attaque, qui est en violation de la protection dont bénéficient les personnes déplacées conformément aux Principes directeurs relatifs au déplacement de personnes à l'intérieur de leur propre pays, au droit international des droits de l'homme et au droit international humanitaire. Il note que, d'après les informations reçues par le Gouvernement, les enquêtes en cours ont abouti à l'émission de mandats d'arrêt contre des personnes soupçonnées d'avoir mené l'attaque. Il regrette cependant qu'à

<sup>4</sup> Voir [www.ohchr.org/EN/countries/AfricaRegion/Pages/CIIndex.aspx](http://www.ohchr.org/EN/countries/AfricaRegion/Pages/CIIndex.aspx).

<sup>5</sup> A/HRC/13/9, sect. II.

<sup>6</sup> Voir A/HRC/17/49; ONUCI, «Rapport sur les violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire commises à l'Ouest de la Côte d'Ivoire» (UNOCI/HRD/2011/02); rapport de la Commission nationale d'enquête (2012), couvrant les événements du 31 octobre 2010 au 15 mai 2011 (à consulter sur [http://news.abidjan.net/documents/docs/Crimes\\_post\\_electoraux.pdf](http://news.abidjan.net/documents/docs/Crimes_post_electoraux.pdf)).

<sup>7</sup> Bureau de la coordination des affaires humanitaires, Bulletin humanitaire: Côte d'Ivoire, n° 19 (19 juin 2012); A/HRC/19/72, par. 19 à 24 et 49 à 59.

ce jour, aucun résultat des enquêtes menées sur les faits n'ait été annoncé. Il prie instamment le Gouvernement de poursuivre son action à titre de priorité, de veiller à ce que les enquêtes fassent la lumière sur le contexte de l'attaque et d'analyser pourquoi celle-ci n'a pas été empêchée, malgré la présence de représentants de l'État et d'éléments de l'ONUCI. Pour ce qui est de ces derniers, il conviendrait de mettre l'accent sur les enseignements tirés en ce qui concerne les pratiques en matière de police et de protection au sein de ces camps ainsi que les capacités et le mandat des contingents militaires des Nations Unies dans de telles circonstances (à savoir lorsqu'ils protègent un camp de personnes déplacées contre une attaque menée par des civils).

13. Outre les dispositions relatives aux droits de l'homme qui figurent dans sa Constitution et la législation permettant aux citoyens de les invoquer directement<sup>8</sup>, la Côte d'Ivoire a plusieurs institutions nationales qui s'occupent expressément des droits de l'homme. Ces institutions sont notamment le Médiateur de la République, la Commission nationale des droits de l'homme, le Ministère des droits de l'homme et des libertés publiques et la Commission Dialogue, Vérité et Réconciliation<sup>9</sup>. Créée au lendemain des violences postélectorales, celle-ci est chargée de promouvoir le dialogue, la vérité et la réconciliation et d'enquêter sur les violations des droits de l'homme commises par le passé et ces derniers temps.

### C. Historique, causes et ampleur des déplacements internes

14. Les déplacements forcés dans l'histoire récente du pays résultent de causes diverses, mais surtout du conflit et des tensions intercommunautaires qui ont persisté dans le pays ces dix dernières années et qui sont étroitement liés à des problèmes fonciers et des questions d'identité nationale.

15. La longue tradition du pays en matière de multiculturalisme, de migrations internes et d'immigration, notamment en provenance de pays voisins comme le Burkina Faso et le Mali (dont les migrants sont souvent allés vers le sud-ouest) a commencé à subir de vives tensions à partir des années 1990, lorsque la question de l'ivoirité s'est imposée dans le discours politique. La crise économique des années 1990 a poussé de nombreux citoyens à retourner dans les zones rurales en vue de cultiver leurs lopins de terre familiaux, pour constater que la plupart des terres avaient été vendues ou étaient exploitées/louées par des migrants. Cette situation a aggravé la fracture nationale liée à la notion d'ivoirité, qui restreignait aux nationaux certains droits comme le droit de vote et le droit de posséder des terres. Elle a aussi donné lieu à des tensions et des litiges fonciers en particulier entre les groupes ethniques qui se considèrent ou sont considérés par les autres comme «autochtones» (ethnies ou communautés considérées comme locales en Côte d'Ivoire et dans la région en question), «allochtones» (ethnies ou communautés considérées comme locales en Côte d'Ivoire mais pas dans la région en question) ou «allogènes» (ethnies ou communautés considérées comme venant de l'étranger et donc non ivoiriennes). Les autochtones appellent généralement les allochtones et les allogènes des «étrangers».

16. Les importantes vagues de déplacements forcés qui se sont produites dans l'histoire récente du pays remontent au conflit qui a éclaté en septembre 2002. Celui-ci a été suivi par des combats qui ont persisté pendant de nombreuses années malgré divers accords de paix, et par les violences plus récentes liées aux violences postélectorales de 2010. En 2006, selon une estimation limitée à cinq départements, le nombre de personnes déplacées était supérieur à 700 000<sup>10</sup>. Ce nombre a varié au cours des années suivantes mais a atteint un pic

<sup>8</sup> Pour de plus amples informations, voir A/HRC/13/9, par. 8.

<sup>9</sup> Ibid., par. 99.

<sup>10</sup> A/HRC/4/38/Add.2, par. 12.

en mars 2011, après les violences postélectorales qui ont provoqué le déplacement de plus de 800 000 personnes – chiffre gonflé par le grand nombre de personnes déplacées par les précédentes années de combats qui n’avaient pas encore trouvé de solution durable.

17. Par le passé, comme lors de la crise la plus récente, la plupart des personnes déplacées ont été hébergées dans des familles et des communautés d’accueil. En outre, alors que pendant la dernière crise il y avait de nombreux camps et abris informels, la politique du Gouvernement a encouragé la plupart des déplacés à quitter les camps quelques mois après la crise. La plupart des retours ont été spontanés, bien qu’une assistance ait été apportée pour permettre aux gens de quitter les camps, notamment des moyens de transport et des produits alimentaires et non alimentaires. Au moment de la visite du Rapporteur spécial, il n’y avait plus de camps de déplacés dans le pays et le nombre des personnes déplacées (à cause des violences postélectorales) avait diminué pour s’établir, selon les estimations, à 81 000<sup>11</sup>. Cela étant, le Rapporteur spécial a constaté que cette évolution ne s’accompagnait pas de solides stratégies visant à mettre en place des solutions durables.

18. Les autres causes de déplacements internes dans le pays sont notamment des conflits intercommunautaires, comme dans l’ouest, région de culture agricole productive, qui datent d’avant la crise et étaient étroitement liés à des litiges fonciers par le passé, comme à l’heure actuelle. Il a été rapporté que de nombreuses personnes ont été chassées de leurs foyers par des bandes de jeunes ou des comités d’autodéfense ethniques dans la région du Moyen-Cavally depuis 2003, et que des litiges du même ordre survenus en 2004 et 2005 dans les régions de Guiglo, Bloléquin et Duékoué ont aussi provoqué des déplacements (A/HRC/4/38/Add.2, par. 11).

19. Lors de la précédente visite en Côte d’Ivoire que le titulaire du mandat a effectuée en 2006, des déplacements internes liés à la destruction de certains quartiers pauvres d’Abidjan quelques années auparavant, qui avait jeté au moins 20 000 personnes à la rue, avaient aussi été relevés (ibid., par. 10). S’il n’existe pas de données précises, le Rapporteur spécial a appris lors de sa visite que les habitants de certains campements de fortune d’Abidjan et des environs risquent toujours d’être expulsés, notamment parce que ces zones sont considérées comme exposées aux catastrophes naturelles.

### **III. Cadres de l’assistance aux personnes déplacées et de la protection de ces personnes**

#### **A. Réponses apportées par les autorités nationales**

##### **Cadre juridique, stratégique et institutionnel**

20. Au moment de la rédaction du présent rapport, la Côte d’Ivoire avait signé la Convention de l’Union africaine sur la protection et l’assistance aux personnes déplacées en Afrique (Convention de Kampala) et la ratification de cet instrument était subordonnée au vote d’un projet de loi autorisant celle-ci (qui devrait avoir lieu en 2013). Elle n’avait pas de législation nationale, de politique ni de cadre institutionnel complets traitant expressément la situation des personnes déplacées dans le pays. Néanmoins, on retrouvait dans plusieurs politiques nationales et dans les activités de diverses institutions de l’État des éléments et responsabilités concernant les personnes déplacées.

<sup>11</sup> Bureau de la coordination des affaires humanitaires, Bulletin humanitaire, p. 1. Ces chiffres ne comprennent pas les personnes déplacées entre 2002 et 2007.

21. Au moment de la visite, ainsi que pendant les violences postélectorales, le Ministère de l'emploi, des affaires sociales et de la solidarité jouait le rôle de centre de liaison du Gouvernement pour les questions relatives aux personnes déplacées, de même que le président du Comité national de coordination de l'action humanitaire (CNCAH), plate-forme mise en place pour assurer la collaboration entre le Gouvernement et les organisations nationales et internationales humanitaires et veiller à ce que les politiques dans ce domaine soient plus efficaces. Dans ce cadre, un plan stratégique a été élaboré pour faciliter le retour des personnes déplacées qui se trouvaient encore dans des sites d'accueil à la fin de 2011 et qui avaient décidé de rentrer chez elles.

22. Compte tenu de l'importance qu'ont certains événements, comme les litiges fonciers et les catastrophes naturelles, dans les déplacements, d'autres ministères ont aussi un rôle à jouer. Un comité technique interministériel a été créé en juin 2012 pour traiter le problème du foncier, à la suite d'une conférence nationale sur le foncier présidée par le Premier Ministre. Certains estiment cependant qu'il importerait d'avoir un centre de liaison du Gouvernement chargé spécifiquement des questions de réforme foncière, afin d'assurer la coordination des efforts nationaux et la participation des personnes déplacées à ce processus. Le Ministère de l'intérieur est chargé de l'aide d'urgence en cas de catastrophes naturelles, question prise en considération dans les dispositions du Plan national de développement (2012-2015) (par. 477 à 479) qui prévoient la mise en place de systèmes d'alerte précoce et de gestion des catastrophes naturelles.

23. Bien que son mandat soit plus large, la Commission Dialogue, Vérité et Réconciliation, qui est chargée d'enquêter sur les violations et de traiter les questions d'indemnisation et de restitution et les causes profondes du conflit, prend aussi en considération les personnes déplacées. En juillet 2012, elle avait déjà tenu deux réunions avec des personnes déplacées et avait l'intention de tenir d'autres audiences à l'avenir. Un membre de la Commission a également participé à une réunion tenue le 25 juillet 2012 – à laquelle le Rapporteur spécial a aussi assisté – entre le préfet de Duékoué et des responsables de communautés locales à la suite de l'attaque contre le camp de déplacés de Nahibly, perpétrée quelques jours auparavant. La Commission a pâti d'un manque de ressources et a été critiquée pour son absence de résultats à ce jour. Plus récemment, le Rapporteur spécial a appris avec satisfaction qu'elle a décidé d'entreprendre un processus de consultations nationales prévoyant une large participation aux niveaux tant central que local.

24. L'une des principales politiques visant à traiter les situations de déplacement interne résultant de nombreuses années de conflit est une stratégie nationale dont l'objectif est de faciliter le retour des personnes déplacées, prévue par l'Accord de paix de Ouagadougou signé en 2007. Cependant, celui-ci ne dit rien du droit des déplacés de s'intégrer localement ou de se réinstaller dans une autre partie du pays, et ses dispositions pertinentes, qui ont été rendues caduques par les crises ultérieures, n'ont jamais été dûment mises en œuvre<sup>12</sup>. En outre, dès 2010, l'accent mis sur l'action humanitaire s'était déplacé vers des projets de reconstruction et de développement, alors que les indicateurs de développement social ne faisaient apparaître aucune amélioration<sup>13</sup>. D'autres mesures visant à remédier à la situation des personnes déplacées à l'époque n'avaient pas non plus porté leurs fruits. Un projet de loi définissant des mécanismes d'indemnisation des victimes de guerre, y compris les personnes déplacées, qui avait été rédigé des années auparavant, n'avait toujours pas été adopté lorsque de nouveaux déplacements se sont produits à la suite des violences postélectorales de 2010<sup>14</sup>.

<sup>12</sup> Internal Displacement Monitoring Centre (IDMC), «Côte d'Ivoire: Quest for durable solutions continues as the electoral process moves forward», 22 septembre 2010, p. 6.

<sup>13</sup> Ibid., p. 6.

<sup>14</sup> Ibid.



## B. Réponses apportées par la communauté internationale

25. En réponse à la rébellion armée de septembre 2002, qui a provoqué de graves violations et déplacements internes, le Conseil de sécurité a adopté la résolution 1528 (2004) portant création de l'ONUCI à compter d'avril 2004 (en remplacement de la Mission des Nations Unies en Côte d'Ivoire). L'ONUCI est restée sur le terrain, notamment durant les violences postélectorales de 2010. Les personnes déplacées ont été mentionnées à plusieurs reprises dans le mandat de l'ONUCI et dans des résolutions du Conseil de sécurité, soit expressément, soit dans le cadre de la protection des civils, avec des appels à les protéger, à leur porter assistance et à trouver des solutions durables<sup>15</sup>.

26. La communauté humanitaire internationale, notamment des organisations telles que le Comité international de la Croix-Rouge (CICR), le HCR et diverses organisations non gouvernementales (ONG) internationales, ont fourni et continuent de fournir une assistance pour trouver des solutions durables pour les personnes déplacées et de mener des activités de suivi de la protection. Cela étant, compte tenu des vagues de déplacements persistantes au cours de la dernière décennie, cette assistance a été généralement insuffisante. Même avant les violences postélectorales, il restait de nombreuses personnes déplacées lors de conflits antérieurs; en juin 2010, il y avait encore plus d'un demi-million de personnes déplacées dans le pays<sup>16</sup>. Pourtant, la même année, la communauté internationale faisait déjà du développement sa priorité et passait de l'aide humanitaire aux activités de redressement<sup>17</sup>.

27. Lors des violences postélectorales et des déplacements massifs de 2010, cependant, les structures de coordination humanitaire, notamment les groupes (c'est-à-dire les groupements d'organismes des Nations Unies, d'ONG et d'organisations internationales se concentrant sur un secteur spécifique pendant une crise humanitaire) et l'équipe de pays pour l'action humanitaire, ont été réactivées une nouvelle fois aux niveaux national et régional, en particulier dans l'ouest du pays.

28. Grâce au soutien de la communauté internationale, une assistance a été apportée dans les sites de déplacés durant le déplacement, ainsi que des moyens de transport, des produits non alimentaires et de l'aide alimentaire pour permettre les retours, en particulier du second semestre 2011 à 2012, après quoi l'assistance a été pour l'essentiel apportée, en fonction des besoins, dans les villages où retournaient les personnes déplacées. Depuis 2012, une assistance de fond visant à trouver des solutions durables, par exemple dans les domaines du logement, des activités génératrices de revenus, du soutien à l'agriculture et de la négociation des litiges fonciers, a également été proposée dans certaines zones de retour, en fonction de leur vulnérabilité. Au moment de la visite, le système de groupes était encore actif et fournissait des services essentiels aux personnes déplacées et aux communautés touchées. Cependant, au moment de la rédaction du présent rapport, la plupart des groupes avaient officiellement cessé leurs activités, à l'exception du Groupe mondial de la protection, qui jouait toujours un rôle de transition et soutenait le Gouvernement dans un certain nombre de domaines.

<sup>15</sup> Voir les résolutions du Conseil de sécurité 1765 (2007), 1933 (2010), 1975 (2011) et 2062 (2012).

<sup>16</sup> IDMC, «Côte d'Ivoire», p. 4.

<sup>17</sup> Ibid., p. 6.

## IV. Protection des personnes déplacées

### A. Protection contre les déplacements forcés: traiter les problèmes systémiques et les causes profondes

29. L'amélioration des conditions de sécurité et le déploiement d'efforts en vue de la réconciliation nationale dans le pays restent essentiels pour prévenir les déplacements forcés à l'avenir. Au cours des dix années de conflit et de troubles politiques, le Gouvernement a pris peu de mesures pour protéger les populations contre les déplacements forcés dus à la violence politique, aux tensions ethniques ou à d'autres causes. Au contraire, la notion d'identité nationale a été instrumentalisée, créant de l'exclusion, creusant les divisions politiques et alimentant les affrontements intercommunautaires. Les autres causes connexes ou profondes des violences et des déplacements, et plus particulièrement la question foncière, n'ont pas davantage été traitées efficacement. Les divers accords de paix conclus au fil des années pour mettre fin au conflit, et les tentatives de passer rapidement de l'action humanitaire au développement (par exemple, au début de 2010), sans prêter suffisamment attention à la réconciliation et aux solutions durables, ont été tout aussi infructueux.

30. En conséquence, ces dix dernières années, de nombreuses personnes déplacées ont subi des déplacements multiples et secondaires et beaucoup n'ont jamais pu reconstruire pleinement leur vie. Pendant les combats qui ont suivi la crise électorale de 2010, de nouveaux déplacements massifs se sont produits sur fond de massacres, de violence sexiste, de pillages, de disparitions forcées, de famine et de messages xénophobes qui ont nourri les conflits intercommunautaires latents<sup>18</sup>. Pour assurer une protection efficace contre les déplacements forcés dans ce contexte, le Rapporteur spécial prie instamment le Gouvernement ivoirien de ratifier la Convention de Kampala et d'élaborer une législation nationale pour lui donner effet. Cette Convention, qui met nettement l'accent sur la prévention (art. 2 à 4 et 9 et 10), peut fournir un cadre solide pour poursuivre les efforts nationaux visant à s'attaquer aux causes profondes et aux problèmes systémiques majeurs, comme les questions relatives à la sécurité, au foncier, aux documents d'identité nationaux et aux expulsions de masse, qui continuent de faire peser une menace de déplacements forcés à l'avenir.

#### 1. Conditions de sécurité et réformes connexes

31. Le Rapporteur spécial a constaté que la sécurité reste un sujet de grave préoccupation dans certaines parties du pays et continue de provoquer de nouveaux déplacements internes, en particulier dans l'ouest. En juin 2012, on estime que 20 000 personnes de la région de Tai-Para, à la frontière du Libéria, ont été déplacées à la suite de plusieurs attaques entre différents groupes armés et l'armée nationale. D'autres attaques et déplacements en résultant se sont produits plus récemment et sont détaillés dans le chapitre intitulé «Solutions durables» du présent rapport (sect. IV B)). Le Rapporteur spécial est convaincu que l'adoption et la mise en œuvre efficace de stratégies de désarmement, de démobilisation et de réintégration et de stratégies sectorielles de sécurité sont des priorités nationales et sont indispensables pour rétablir la confiance dans le secteur de la sécurité et du maintien de l'ordre, lutter contre l'impunité et prévenir des déplacements forcés à l'avenir.

<sup>18</sup> Voir Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH), «OHCHR in Côte d'Ivoire (2010-2011): human rights context». À consulter sur [www.ohchr.org/EN/Countries/AfricaRegion/Pages/CI2010-2011.aspx](http://www.ohchr.org/EN/Countries/AfricaRegion/Pages/CI2010-2011.aspx).

32. Dans ce contexte, il a appris avec satisfaction, au moment de sa visite, qu'un comité technique gouvernemental s'employait à mettre la dernière main à un projet de stratégie de désarmement, de démobilisation et de réintégration et à une stratégie de réforme du secteur de la sécurité. À ce sujet, il souhaite souligner que la réforme du secteur de la sécurité doit être suffisamment complète pour tenir compte des différents groupes et sources d'insécurité, notamment des groupes armés non étatiques tels que les Dozos, de la circulation illicite d'armes, du banditisme et des préoccupations relatives aux violations des droits de l'homme commises par les FRCI. En ce qui concerne le processus de désarmement, de démobilisation et de réintégration, il insiste sur la nécessité de mettre en place un mécanisme de contrôle de sécurité qui fasse du bilan d'un soldat en matière de droits de l'homme une condition pour servir dans la nouvelle armée. En outre, les deux stratégies devraient comprendre des considérations pertinentes relatives aux personnes déplacées et prévoir un processus permettant à celles-ci de participer à leur élaboration et à leur suivi.

33. Parallèlement, il est tout aussi essentiel de donner à la police et à la gendarmerie les moyens de reprendre leur rôle en matière de police civile et dans le secteur de la justice, qui dans de nombreux endroits du pays, en particulier dans l'ouest, continue d'être assumé par les FRCI. Il sera indispensable de rétablir la confiance dans la justice et l'état de droit, notamment en rétablissant la police civile et en menant à bien la réforme du secteur de la sécurité et les efforts de réconciliation, pour lutter contre le climat de méfiance et les tensions intercommunautaires, qui risquent de provoquer de nouveaux déplacements forcés. Le Rapporteur spécial prend note avec satisfaction des informations données récemment par le Gouvernement indiquant que la réforme du secteur de la sécurité est en cours et que des services de police sont progressivement déployés dans tout le pays, et concernant la création, le 8 août 2012, d'une nouvelle autorité chargée du désarmement, de la démobilisation et de la réintégration appelé «Autorité pour le désarmement, la démobilisation et la réintégration».

## 2. Questions foncières et questions d'identité nationale

34. Au cours de la visite, les représentants du Gouvernement et de la société civile et de nombreux déplacés avec lesquels le Rapporteur spécial s'est entretenu ont insisté sur le rôle joué par les litiges fonciers dans les conflits et les déplacements, et souligné qu'il importait de traiter ces questions en élaborant et en mettant en œuvre une solide stratégie de réforme foncière. Les rapports sur la situation des droits de l'homme ont apporté des preuves de violations des droits de l'homme liées à des litiges fonciers, dont des violations du droit à la vie, au travail, à la santé et d'autres droits des personnes déplacées, y compris dans l'ouest du pays<sup>19</sup>.

35. Une loi relative au foncier rural, à savoir la loi relative au domaine foncier rural (ci-après, la loi de 1998 relative au foncier), a été adoptée en 1998 puis modifiée en août 2004. Elle a pour objectif principal d'identifier, de recenser et de transformer/convertir les droits coutumiers relatifs à l'usage des terres (par exemple, «droits sur l'usage du sol dits droits coutumiers») en droits de propriété privée réglementés par l'État. Elle vise aussi à régulariser les relations juridiques entre les personnes qui possèdent des titres ou certificats fonciers et celles qui travaillent ou exploitent des terres mais n'en sont pas propriétaires, par la signature d'un contrat de location des terres. En outre, elle prévoit la délimitation du périmètre de tous les villages, l'établissement d'un cadastre rural et la mise en place d'un système de gestion de l'information dans ce domaine<sup>20</sup>. Malheureusement, la loi n'a guère été mise en œuvre jusqu'ici à cause du conflit et faute des ressources considérables nécessaires à son application.

<sup>19</sup> Voir, par exemple, UNOCI/HRD/2011/02, par. 22 et 23.

<sup>20</sup> Côte d'Ivoire, Présentation du Programme National de Sécurisation du Foncier Rural, non daté, p. 1 et 2.

36. Le Rapporteur spécial juge encourageant que le Gouvernement d'Alassane Ouattara ait inscrit les questions foncières à l'ordre du jour national et ait pris en juin 2012 l'initiative d'organiser un séminaire intergouvernemental sur le sujet. Le Gouvernement a indiqué qu'il a l'intention de se référer à la loi de 1998 relative au foncier, avec éventuellement quelques modifications, pour traiter la question du foncier en général et pour régler les litiges fonciers résultant des déplacements. À ce jour, aucun autre système de restitution ou d'indemnisation pour les biens que les personnes déplacées ont été contraintes d'abandonner ou ont vu détruire en raison du conflit n'a été mis en place.

37. Le Rapporteur spécial note avec satisfaction que les questions foncières ont été reconnues comme prioritaires mais est convaincu qu'il faut tenir compte d'un certain nombre de considérations spécifiques aux personnes déplacées, et il prie instamment le Gouvernement, avec l'assistance de la communauté internationale, d'intégrer ces questions dans le débat sur le foncier et le droit et de faciliter la participation des communautés de personnes déplacées, y compris les femmes déplacées, au processus de réforme foncière. Il craint que le fait de s'appuyer exclusivement sur la loi de 1998 relative au foncier – ce qui suppose un processus national d'attribution de titres fonciers à long terme exigeant des ressources importantes – ne réponde pas assez précisément ou en temps opportun aux besoins des communautés touchées par les déplacements, et que des questions urgentes liées au foncier ne déclenchent dans l'intervalle d'autres conflits et de nouveaux déplacements.

38. Les autres sujets potentiels de préoccupation dans la loi de 1998 relative au foncier, du point de vue des déplacements, sont notamment les conditions administratives et procédurales que les personnes déplacées risquent d'avoir du mal à remplir, en particulier: le fait que le demandeur doive s'adresser à sa municipalité d'origine pour soumettre une demande, le fait que la publication d'avis concernant ces demandes ne peut être faite que dans le lieu d'origine, de sorte que les personnes déplacées qui ne sont pas rentrées ont du mal à être informées d'éventuelles demandes abusives, et le fait que la reconnaissance des droits fonciers coutumiers soit subordonnée à une occupation pacifique et continue. Ces conditions peuvent poser des problèmes aux personnes déplacées qui, ayant dû abandonner leurs terres et leurs biens, peuvent néanmoins ne pas pouvoir ou ne pas vouloir retourner dans leur lieu d'origine, ou à celles qui ont besoin d'un mécanisme rapide pour résoudre les problèmes d'occupation secondaire de leurs terres et biens.

39. En outre, le fait que la loi de 1998 relative au foncier limite les droits de propriété sur le foncier rural a soulevé la question de la nationalité des migrants étrangers installés dans le pays depuis plusieurs décennies, ainsi que de ceux nés en Côte d'Ivoire de parents étrangers et qui dans certains cas pourraient prétendre à la nationalité ivoirienne mais n'ont pas les documents personnels ou les informations nécessaires pour engager les procédures prévues à cette fin. Le Rapporteur spécial a constaté que les tensions relatives au foncier sont toujours un trait marquant du paysage politique national et estime qu'à défaut de règlement des questions fondamentales relatives à l'identité nationale, à la nationalité et au foncier, elles continueront de constituer un risque de nouveaux déplacements et un obstacle à la réconciliation nationale.

### **3. Apatridie et documents d'identité**

40. Compte tenu du contexte national et politique, il est particulièrement important de régler les problèmes de nationalité et de documents d'état civil afin de garantir les droits de l'homme de toutes les personnes concernées. Selon les informations reçues par le Rapporteur spécial, certaines des personnes installées de longue date dans le pays risquent de ne pas être protégées contre l'apatridie par l'actuelle loi sur la nationalité ou les structures nationales d'état civil. Le problème a été aggravé par la désorganisation du système d'état civil au cours des nombreuses années de crise dans le pays. Le HCR a cité

des estimations du Gouvernement selon lesquelles pas moins de 800 000 personnes relèvent de différentes catégories de risque d'apatridie, pour lesquelles différentes mesures correctives sont recommandées<sup>21</sup>. À ce sujet, le Rapporteur spécial prend note avec satisfaction des accords de partenariat entre le HCR et le Gouvernement ivoirien qui visent à prévenir le risque d'apatridie, notamment dans l'ouest du pays.

41. En outre, on estime que 3 millions d'enfants n'ont pas d'acte de naissance. Un décret présidentiel (n° 2011-258) publié en septembre 2011 prévoyait la possibilité d'enregistrer plus tard les naissances qui n'avaient pas pu l'être dans les quatre-vingt-dix jours habituels en raison de la désorganisation du système d'état civil entre 2002 et les violences postélectorales de 2010. Le Rapporteur spécial a pris note avec satisfaction de cette mesure mais constate qu'à l'expiration du décret, le 30 juillet 2012, nombre d'enfants n'avaient toujours pas pu en bénéficier. Il demande instamment au Gouvernement de proroger le délai de l'enregistrement différé des naissances, de renforcer les programmes de sensibilisation des communautés à l'importance de l'enregistrement des naissances qui se sont révélés efficaces et d'envisager de supprimer tous les frais liés à l'enregistrement des naissances et à la délivrance des actes de naissance. Il l'encourage en outre à ratifier dès que possible la Convention de 1961 sur la réduction des cas d'apatridie et la Convention de 1954 relative au statut des apatrides.

#### **4. Risque d'expulsions et de déplacements secondaires des personnes déplacées**

42. Selon les informations reçues par le Rapporteur spécial, certaines personnes déplacées qui sont retournées ou se sont réinstallées à Abidjan et dans les environs après les violences postélectorales 2010 et lors des crises précédentes étaient menacées d'expulsion et de déplacement secondaire. Étaient notamment en cause le fait qu'elles ne pouvaient pas continuer à louer leurs petits logements en ville (le plus souvent dans des campements de fortune ou «bidonvilles») après avoir épuisé le viatique qu'elles avaient reçu pour leur permettre de quitter le camp de déplacés et la mise en œuvre d'une initiative récente visant à évacuer les communautés «précaires» installées dans des quartiers de la ville et de ses environs que les autorités jugent dangereux en raison du risque de catastrophes naturelles telles que glissements de terrain ou inondations.

43. Le Rapporteur spécial a constaté que les personnes déplacées qui avaient décidé de rester à Abidjan (pour des raisons de sécurité ou de moyens de subsistance) ne pouvaient en général que louer pendant quelques mois une cabane d'une seule pièce dans les campements de fortune de la ville et de ses environs, et risquaient à présent d'être expulsées. Plusieurs familles déplacées qui se trouvaient dans cette situation et avec lesquelles il s'est entretenu étaient constituées de personnes très vulnérables, notamment une femme âgée avec un enfant handicapé et des adolescentes mères célibataires d'enfants en bas âge. Il s'est aussi entretenu avec des familles déplacées qui s'étaient installées là lors de crises antérieures, certaines depuis celle de 2002, et n'étaient jamais parvenues à quitter le campement de fortune et à trouver une meilleure solution.

44. En ce qui concerne les expulsions des zones dangereuses, le Gouvernement a confirmé qu'il s'efforçait de prendre des mesures pour évacuer les campements de fortune considérés comme dangereux, notamment en sensibilisant la population et en mettant en place un fonds pour faciliter la recherche de nouveaux logements<sup>22</sup>. Certains craignent cependant que les fonds alloués à ces fins ne soient limités et ne suffisent pas à fournir des logements plus solides pour nombre de personnes. En outre, certains habitants se sont estimés visés par les mesures d'expulsion surtout parce qu'ils vivaient à proximité de quartiers plus riches ou plus visibles de la capitale financière qui souhaitaient se développer ou pour d'autres raisons, plutôt que pour des raisons de sécurité.

<sup>21</sup> Information communiquée par le HCR, 22 janvier 2012.

<sup>22</sup> Réunion avec le Ministère de l'emploi, des affaires sociales et de la solidarité, 24 juillet 2012.

45. Il n'existe malheureusement pas de données fiables sur le nombre de communautés touchées ni le nombre de personnes déplacées qui sont retournées ou se sont réinstallées à Abidjan et dans ses environs pendant les près de dix années de conflit et de déplacements dans le pays. Cependant, lors de ses visites dans d'autres pays ayant des contextes urbains analogues et ayant aussi connu des conflits prolongés, le Rapporteur spécial a constaté que de nombreux déplacés ont tendance à s'intégrer localement dans ces campements de fortune précaires faute des ressources nécessaires pour avoir un meilleur logement, au risque d'être ensuite expulsés et victimes de déplacements secondaires. Comme en Côte d'Ivoire, ces campements se trouvent souvent dans des zones exposées aux catastrophes naturelles ou autres et n'offrent aucune sécurité d'occupation, ce qui rend les résidents vulnérables aux expulsions de masse pour des raisons de sécurité ou de développement, souvent sans qu'aucune solution de relogement ne leur soit proposée<sup>23</sup>.

## B. Solutions durables

### 1. Départs des camps et des sites de déplacement

46. Au moment de la visite du Rapporteur spécial, il ne restait aucun camp de déplacés dans le pays, et le nombre estimé de personnes encore déplacées à la suite des violences postélectorales de 2010 avait chuté pour s'établir à 81 000. À la faveur de la relative stabilité atteinte par le pays à l'été 2011, la majorité des déplacés sont rentrés spontanément chez eux ou ont recommencé leur vie ailleurs. Outre l'amélioration de la sécurité, beaucoup étaient aussi motivés par la nécessité de vérifier l'état de leur maison et de leurs terres et de tirer parti de la saison agricole, tandis que d'autres ont finalement été encouragés par les moyens de transport mis à leur disposition et l'assurance qu'ils recevraient une aide à leur retour, en particulier pour restaurer leur maison. Ceux qui sont restés plus longtemps dans les sites de déplacés à Abidjan (camps, églises ou écoles) parce qu'ils avaient peur de rentrer, n'en avaient pas les moyens ou n'avaient pas de domicile où retourner, ont reçu une allocation de subsistance de quelques mois leur permettant de quitter le camp et de louer un logement ailleurs, ainsi que l'assurance que des petits projets destinés à assurer des moyens de subsistance et des programmes de microcrédit suivraient. Certains des bénéficiaires de cette allocation ont choisi de s'intégrer localement ou de se réinstaller ailleurs dans le pays. Cependant, au moment de la visite, de nombreux déplacés qui avaient reçu cette allocation l'avaient déjà épuisée sans avoir de solutions durables en vue, et aucun des programmes destinés à assurer des moyens de subsistance et à créer des emplois n'avait encore été mis en œuvre. Plus récemment, le Rapporteur spécial a appris que des projets générateurs de revenus ont bel et bien été lancés, bien que les besoins restent supérieurs aux capacités d'y répondre.

47. Alors que le Gouvernement semble avoir en général maintenu une politique de retour volontaire, celle-ci s'est aussi accompagnée d'une politique de fermeture rapide des camps et d'encouragement des retours. Dans certains cas, les autorités nationales civiles, les FRCI, des prêtres ou les autorités gouvernementales auraient dit aux déplacés de rentrer chez eux ou les y auraient encouragés, en leur assurant qu'ils recevraient une aide, notamment alimentaire, à leur retour<sup>24</sup>.

<sup>23</sup> Voir A/HRC/19/54, A/HRC/19/54/Add.2 et A/66/285.

<sup>24</sup> CARE, Conseil danois pour les réfugiés et OXFAM, *Pour des solutions durables en faveur des Ivoiriens déplacés*, rapport conjoint (2011), p. 7.

## 2. Mesures visant à promouvoir des solutions durables

48. Alors que le Gouvernement<sup>25</sup> considère le nombre de retours et le démantèlement des camps de déplacés comme un indicateur de succès, le Rapporteur spécial estime qu'une attention insuffisante a été portée à la mise en place de conditions propices à des solutions durables, en particulier aux besoins spéciaux des groupes de déplacés vulnérables (par exemple, les femmes chefs de famille) et de ceux qui avaient perdu leur maison et leurs moyens de subsistance, ainsi qu'aux besoins des communautés d'accueil qui dans de nombreux cas se trouvaient elles aussi dans une situation désastreuse et avaient besoin d'aide pour absorber les déplacés. Plus d'un an après que la plupart des retours ont eu lieu, le Rapporteur spécial a constaté que pour une bonne part des personnes déplacées, les conditions d'un retour durable ou d'autres solutions durables n'avaient pas encore été réunies et qu'il y avait toujours d'importants besoins humanitaires et besoins de développement, notamment en ce qui concerne la sécurité alimentaire et le logement, les infrastructures telles que l'électricité et l'eau et l'accès aux services de base, ainsi qu'un manque critique de moyens de subsistance. Plus récemment, il a appris avec satisfaction que si le système de groupe de protection n'était plus en place, un groupe de travail transitoire chargé de la protection continue d'aider le Gouvernement (sous l'égide des préfectures) dans plusieurs domaines, notamment les activités de coordination relatives à la documentation, la cohésion sociale, les litiges fonciers et le suivi de la protection, dans les zones de retour et de déplacement. En outre, les activités de suivi de la protection se concentrent de plus en plus sur les questions relatives à la pérennité des retours et sur le renforcement des structures au sein de l'ONUCI afin que les acteurs compétents puissent suivre le recensement des besoins de protection pressants et les réponses qui leur sont apportées. Le Rapporteur spécial juge également encourageant que la Côte d'Ivoire ait été choisie comme pays pilote pour la mise en œuvre de la décision et du cadre du Secrétaire général visant à mettre fin aux déplacements au lendemain d'un conflit<sup>26</sup> – processus qu'il soutient fermement.

49. Le Rapporteur spécial note aussi avec satisfaction que certaines questions fondamentales relatives aux déplacements internes et aux conditions propices à des solutions durables ont été formulées dans le Plan national de développement (2012-2015), et il prie instamment le Gouvernement, avec l'appui des principaux acteurs internationaux, de leur accorder à présent la priorité absolue. Le Plan comprend deux objectifs clefs relatifs à la promotion de solutions durables, à savoir: a) la consolidation de la paix et de la cohésion sociale, notamment par des mesures visant à atténuer les tensions intercommunautaires, à combattre les diverses formes d'exclusion et à faciliter la participation au processus national de réconciliation; et b) la fourniture d'une assistance aux victimes du conflit (par exemple, par la mise en place de mécanismes d'indemnisation pour les personnes déplacées et la fourniture de renseignements sur l'aide psychosociale), leur réintégration dans leur communauté d'origine et la restauration des infrastructures des collectivités touchées par le conflit<sup>27</sup>. Certains de ces objectifs sont aussi expliqués dans le Programme national pour la cohésion sociale (2012-2015), qui détaille les mesures à prendre pour la réinsertion socioéconomique des personnes vulnérables et autres personnes touchées par le conflit, comme les personnes déplacées. Selon ce programme, les autres activités à entreprendre à cette fin visent à assurer la protection et la sécurité des personnes déplacées dans leurs lieux de résidence, à améliorer l'aide et les soins destinés aux personnes vulnérables et à leur donner accès à des possibilités d'emploi.

<sup>25</sup> Côte d'Ivoire, Programme de travail gouvernemental – matrice d'actions prioritaires, juillet-décembre 2011.

<sup>26</sup> Voir décision n° 2011/20 du Comité des politiques du Secrétaire général, notamment le cadre préliminaire visant à mettre fin aux déplacements au lendemain d'un conflit.

<sup>27</sup> Côte d'Ivoire, Plan national de développement, par. 60 à 67.

### 3. Sécurité, autorité civile et état de droit

50. La pérennité des retours et les autres solutions durables sont intrinsèquement liées à la pérennité de la paix et de la sécurité en Côte d'Ivoire, et en particulier dans la partie occidentale du pays, où la situation reste précaire. Nombre des communautés touchées par les déplacements avec lesquelles le Rapporteur spécial s'est entretenu lors de sa visite dans l'ouest du pays lui ont dit qu'elles craignaient des représailles et se sentaient en danger à cause des activités d'éléments des FRCI et des Dozos, et qu'elles avaient besoin d'«une sécurité et une justice dans lesquelles elles pouvaient croire».

51. Alors que l'autorité civile aurait pu revenir dans de nombreuses parties du pays et que l'on constatait une nette amélioration dans la réduction du nombre de points de contrôle au moment de la visite, dans l'ouest les FRCI jouaient toujours un rôle important dans la police et le secteur de la justice. Les allégations et les informations faisant état de violations graves des droits de l'homme, notamment de meurtres, d'extorsion de fonds et d'arrestations arbitraires commis tant par des éléments des FRCI que par les Dozos<sup>28</sup>, ainsi que les allégations de collaboration entre eux pour commettre ces infractions, ont persisté. Le Gouvernement a publié en mai et juin 2012 une série de circulaires visant à réglementer le comportement des responsables de la sécurité, mais l'on ignore toujours dans quelle mesure ces dispositions sont appliquées.

52. Dans certaines parties circonscrites du pays, des groupes et individus armés, dont certains se prétendent pro-Gbagbo ou pro-autochtone, ont continué de faire pression sur les communautés locales et de mener des attaques armées contre elles. Entre avril et juin 2012, des attaques transfrontalières menées contre Sakré, Sao/Nigré et Siéblo Oula, près de la frontière libérienne, et dans la zone frontalière occidentale de Taï-Grabo se sont soldées par des morts et de nouveaux déplacements massifs. Les conditions de sécurité restent également précaires dans d'autres parties du pays, des attaques ayant eu lieu à Abidjan et aux alentours, en particulier contre des cibles des FRCI, de la police et de la gendarmerie, ainsi qu'à Iroko, Pehekan Houebli (près de la frontière libérienne) et au village de Noé, près de la frontière ghanéenne, en août et septembre 2012. En conséquence, certaines communautés continuent de subir des déplacements périodiques après des attaques ou lorsque les conditions de sécurité deviennent plus précaires à cause des mouvements des milices ou de l'armée, des conflits locaux ou d'autres facteurs.

53. Au cours d'une visite sur le terrain effectuée par le Rapporteur spécial dans un village de l'ouest du pays où des personnes déplacées sont revenues, les villageois ont décrit les attaques récurrentes (sept au total) menées contre des personnes dans le village, surtout la nuit, au début de 2012. En conséquence, certains villageois pratiquent encore les déplacements pendulaires, dormant dans la brousse la nuit et rentrant au village dans la journée, ou quand il semble raisonnable de le faire. Le village avait été le théâtre de meurtres et de pillages de masse en 2002, puis à nouveau en mars 2011, après quoi de nombreux habitants sont partis à Duékoué, où ils ont aussi été attaqués. Tant les Dozos et des éléments du FRCI étaient soupçonnés d'être les auteurs des récentes attaques contre le village. De même, dans un autre village de l'ouest où des anciens résidents du camp de Nahibly venaient de rentrer, le Rapporteur spécial a été informé que les villageois évitaient de sortir du village de peur d'être attaqués par les Dozos ou des éléments des FRCI et que certains se cachaient dans la forêt pour la même raison, surtout quand il y avait des rumeurs d'attaques imminentes. Dans les villages où des personnes déplacées étaient revenues et lors des entretiens du Rapporteur spécial avec des représentants de différentes communautés et des groupes de la société civile dans l'ouest du pays, la sécurité restait la principale préoccupation, les intéressés craignant d'être toujours perçus comme des partisans pro-Gbagbo et d'être persécutés. Des rumeurs d'attaques

<sup>28</sup> A/HRC/19/72, par. 19 à 24 et 49 à 60.



coordonnées contre des villages, alimentant encore le climat de peur, ont souvent été mentionnées. Dans certains villages où il y avait eu des tensions intercommunautaires par le passé, le Rapporteur spécial a constaté que le retour de personnes déplacées qui souhaitaient avoir accès aux terres pouvait aussi exacerber ces tensions.

54. Malgré les efforts faits par la police des Nations Unies pour mener des patrouilles régulières et de grande envergure, il est difficile, compte tenu de la taille et de la densité forestière de l'ouest et des zones frontalières ainsi que du manque de personnel et d'équipements nécessaires, d'assurer une couverture complète et régulière. De même, les activités de surveillance et de protection des droits de l'homme menées par les organismes des Nations Unies comme le HCR dans l'ouest et dans d'autres parties du pays sont remises en cause par les vastes zones à couvrir et par les capacités limitées. Le Rapporteur spécial souligne qu'il importe de soutenir et de renforcer ces activités de protection, qui sont essentielles pour assurer la pérennité des retours dans ces régions et pour permettre à ceux qui sont revenus de reprendre une vie normale et leurs activités de subsistance.

#### 4. Logement, moyens de subsistance et accès à la terre

55. L'occupation des terres et la destruction des maisons restent un obstacle majeur au retour durable des personnes déplacées. Cette situation est nettement aggravée par le contexte plus large des litiges fonciers en Côte d'Ivoire, sur fond de changements incessants de politique et d'instrumentalisation politique, qui a contribué au cycle des conflits dans le pays, faisant naître la discorde entre «natifs» et «migrants» au sujet des droits à la terre<sup>29</sup>. Avec les nouvelles vagues de déplacements et de retours qui se sont produites au fil des ans et l'évolution des dynamiques de pouvoir, de nouvelles couches d'occupation et de nouveaux litiges fonciers se sont rajoutés aux précédents. Dans certains cas, des Ivoiriens «natifs» occupant des terres auparavant détenues par des «migrants» qui avaient fui pendant le conflit de 2002 ont ensuite été eux-mêmes déplacés lors des violences postélectorales de 2010, ce qui a entraîné de nouvelles vagues d'occupation par des migrants non déplacés ou de nouveaux migrants. De nombreuses personnes déplacées et communautés d'accueil avec lesquelles le Rapporteur spécial s'est entretenu lors de sa visite dans l'ouest du pays ont indiqué que l'absence d'accès à la terre constituait une préoccupation majeure et avait des incidences sur leur sécurité et leurs moyens de subsistance.

56. Certaines personnes déplacées qui vivent avec leur famille élargie ou des amis dans des communautés d'accueil ont déclaré avoir peur de retourner dans leurs villages d'origine parce que leurs terres étaient occupées par d'autres groupes. D'autres, qui avaient regagné leurs villages étaient autorisés à y rester mais ne pouvaient pas accéder à leurs terres parce que celles-ci étaient exploitées par d'autres personnes, parfois d'une ethnie différente. Selon une enquête menée en 2012, la moitié des personnes parties à des litiges fonciers avait subi des violences connexes<sup>30</sup>.

57. Le Rapporteur spécial a constaté que la destruction des maisons et des fermes au cours des violences postélectorales constituait aussi toujours un obstacle important au retour durable des personnes déplacées. Dans les villages de l'ouest où il s'est rendu, les personnes qui étaient revenues et les représentants des communautés ont souligné qu'il était absolument indispensable de reconstruire les maisons qui avaient été détruites. Les habitants hébergeaient ceux qui étaient revenus, mais dans de nombreux cas leurs maisons aussi avaient été endommagées ou détruites. Certains avaient construit de petits

<sup>29</sup> UNOCI/HRD/2011/02, par. 22 et 23.

<sup>30</sup> Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, *On the Border Line: A Report for Food Security on the Liberian-Ivorian Border*, p. 26, sur le site [http://coin.fao.org/coin-static/cms/media/0/13379309855760/fao-borderline-report\\_light.pdf](http://coin.fao.org/coin-static/cms/media/0/13379309855760/fao-borderline-report_light.pdf).

abris de fortune composés d'une seule pièce qu'ils devaient à présent partager avec ceux qu'ils hébergeaient, de sorte que 8 à 10 personnes partageaient parfois cet espace. Le Rapporteur spécial a pris note avec satisfaction du Programme d'urgence pour la réintégration des personnes déplacées à Duékoué, lancé officiellement en août 2012, qui s'inscrit dans le cadre du Projet d'assistance postconflit appuyé par la Banque mondiale<sup>31</sup>. Ce programme, qui vise à garantir que les activités de reconstruction favorisent la réinsertion des personnes déplacées et contribuent à la cohésion sociale, a un caractère transversal, ce qui suppose que différents ministères mettent en œuvre les aspects qui les concernent. En particulier, le Ministère de l'agriculture a été invité à prendre les dispositions nécessaires pour faciliter la mise en œuvre du volet foncier du projet, qui est fondamental<sup>32</sup>. Tout en jugeant ce projet encourageant, le Rapporteur spécial prie instamment le Gouvernement et la communauté internationale de ne pas sous-estimer l'ampleur et l'urgence des besoins en logement, en particulier dans l'ouest, qui sont estimés à plus de 12 000 maisons<sup>33</sup>. Les besoins d'abris et de logements non satisfaits entraînent des problèmes de surpopulation, d'exposition au froid et de manque d'intimité, et posent des problèmes de protection particuliers pour les femmes seules chefs de famille et les jeunes filles, qui peuvent être exposées à des violences sexuelles. Dans certains villages où il s'est rendu, le Rapporteur spécial a noté qu'il y avait un nombre inquiétant et disproportionné de mineures enceintes ou de très jeunes mères, dont certaines n'avaient que 13 ans.

##### **5. Besoins humanitaires, y compris la nourriture, l'accès aux services de base et les moyens de subsistance**

58. Dans certaines parties du pays, et en particulier dans l'ouest, l'ampleur des destructions et des pillages a rendu de nombreuses personnes dépendantes de l'aide, y compris de l'aide alimentaire. Nombre de personnes déplacées qui sont rentrées chez elles ont dû compter sur les communautés et leur famille, elles-mêmes dans une situation désastreuse, afin que celles-ci partagent avec elles leurs maigres biens pour faire face aux nécessités de la vie (nourriture, logement, vêtements). Selon une enquête sur les solutions durables réalisée en juillet 2011 dans la région du Moyen-Cavally, les retours avaient eu lieu dans des conditions précaires et les personnes déplacées n'avaient pas reçu le soutien nécessaire pour garantir un retour durable, beaucoup étant toujours très dépendantes de l'aide, surtout si leurs terres étaient occupées<sup>34</sup>. Parmi les personnes revenues qui ont été interrogées lors de cette enquête, 74 % ont indiqué que la nourriture était leur principal besoin et plus de 60 % qu'elles dépendaient de l'aide alimentaire<sup>35</sup>.

59. Une mission d'évaluation effectuée près d'un an plus tard, en juin 2012, par des acteurs humanitaires travaillant dans l'ouest du pays a également recensé d'importants besoins humanitaires, notamment en ce qui concerne l'accès à l'eau et à l'assainissement, les soins de santé, le logement et l'éducation, au sein de la population déplacée à Taï et dans d'autres villages touchés dans le sud-ouest. Le risque permanent d'insécurité alimentaire a aussi été confirmé, car de nombreux fermiers n'avaient toujours pas accès à leurs champs<sup>36</sup>. Selon une évaluation plus récente de la situation dans l'ouest réalisée en novembre 2012, 120 000 personnes déplacées et 32 000 rapatriés du Libéria sont en situation d'insécurité alimentaire<sup>37</sup>. Le manque d'accès à la terre a été étroitement lié

<sup>31</sup> Discours de M. Kouadio-Ahoussou, Premier Ministre en exercice, 24 août 2012.

<sup>32</sup> Ibid.

<sup>33</sup> CARE *et al.*, *Pour des solutions durables*, p. 9.

<sup>34</sup> Ibid., p. 3, 4 et 12; A/HRC/19/72, par. 66.

<sup>35</sup> CARE *et al.*, *Pour des solutions durables*, p. 8 et 9.

<sup>36</sup> Rapport de la mission humanitaire, p. 2. À consulter sur <http://ivorycoast.humanitarianresponse.info/LinkClick.aspx?fileticket=SSvQjBXjQng%3D&tabid=41&mid=1198&language=en-US>.

<sup>37</sup> UNHCR, WFO, Mission conjointe d'évaluation à l'ouest de la Côte d'Ivoire, novembre 2012, p. 3.

à l'insécurité alimentaire en ce qui concerne les personnes déplacées, car la majorité de celles qui sont rentrées assuraient leur subsistance grâce à leurs activités agricoles avant les violences postélectorales. En outre, 32 % travaillaient dans le petit commerce et 4 % n'avaient pas de revenu. Toutefois, à la mi-2011, près de 60 % des personnes déplacées n'avaient aucun revenu. Les plus vulnérables étaient notamment les femmes chefs de famille et les veuves qui, dans de nombreux cas, avaient perdu tous les biens de la famille<sup>38</sup>. L'absence de documents d'état civil et de titres fonciers (lorsqu'ils existaient), qui peuvent avoir été perdus, détruits ou jamais délivrés, peut aussi empêcher les personnes de trouver des moyens de subsistance (par exemple, de créer une entreprise), de faire valoir leurs droits sur des biens fonciers ou d'avoir accès à d'autres droits civils et socioéconomiques.

60. L'accès aux services de base, y compris les soins de santé, a également pâti des violences postélectorales, à cause de perturbations dans l'approvisionnement en médicaments, des pillages et de l'insécurité. Nombre de représentants des communautés touchées par les déplacements avec lesquels le Rapporteur spécial s'est entretenu dans l'ouest ont indiqué n'avoir pas accès à un système de santé opérationnel pour diverses raisons, dont la distance avec les lieux où des soins de santé sont dispensés, l'impossibilité de payer les services ou les médicaments et le manque de médicaments dans les dispensaires de leur région. Une enquête menée à la mi-2011 a montré que 67 % des personnes interrogées n'avaient pas un accès effectif aux soins de santé et que cette situation était particulièrement préoccupante dans le domaine de la santé maternelle<sup>39</sup>.

61. Dans le domaine de l'éducation, on estime que dans la partie occidentale du pays, 140 000 enfants ont manqué l'école en 2011 en raison de l'insécurité et de la destruction et du pillage des bâtiments scolaires<sup>40</sup>. L'enseignement a aussi été perturbé dans le centre et l'est du pays et à Abidjan. Même après la crise, de nombreux jeunes qui avaient abandonné l'école à cause des violences postélectorales n'ont pas pu y retourner, faute de moyens. Cela s'est traduit par un taux élevé d'abandon scolaire, en particulier dans l'ouest du pays et à Abidjan<sup>41</sup>. Le Rapporteur spécial souligne qu'il faut prendre d'urgence des mesures pour que les enfants, dont certains ont eu une scolarité perturbée à plusieurs reprises ces dix dernières années, bénéficient du soutien nécessaire pour reprendre leurs études et, s'il y a lieu, pour rattraper les années de scolarité perdues.

62. On ignore dans quelle mesure les personnes déplacées, non seulement à la suite des violences postélectorales de 2010 mais aussi lors des cycles précédents de conflit, ont trouvé des solutions durables après leur déplacement. À ce sujet, le Rapporteur spécial juge particulièrement encourageantes les mesures prises récemment par le Gouvernement et des organismes des Nations Unies en vue d'établir les profils des déplacements<sup>42</sup>, à savoir, collecter des données sur les besoins auxquels il faut répondre dans le cadre de solutions durables et sur les vulnérabilités des communautés touchées par les déplacements. Ce projet permettra de créer une base de données factuelles dont on a grand besoin pour le financement des besoins humanitaires et du développement, et complétera la mise en œuvre de la décision du Secrétaire général sur les solutions durables en Côte d'Ivoire.

<sup>38</sup> CARE *et al.*, *Pour des solutions durables*, p. 9.

<sup>39</sup> Ibid., p. 9 et 10.

<sup>40</sup> Ibid., p. 10.

<sup>41</sup> Agence d'aide à la coopération technique et au développement (ACTED), «Déscolarisation: inquiétude à Abidjan», 27 janvier 2012.

<sup>42</sup> Voir les sites [www.jips.org](http://www.jips.org) et [www.parkdatabase.org](http://www.parkdatabase.org).

## 6. Forêts protégées et déplacements

63. Il est particulièrement difficile de trouver des solutions durables pour les personnes déplacées venant de forêts protégées en raison du statut juridique de ces forêts, qui interdit les installations et les plantations dans ces zones. Le Rapporteur spécial a reçu des informations concernant des personnes déplacées qui s'étaient au départ installées dans des forêts protégées, souvent sans savoir que c'était illégal<sup>43</sup>, et qui ont été forcées de fuir à cause du conflit de 2002. Si quelques accords, comme l'Accord de Bloléquin en 2008, ont été négociés au cas par cas pour faciliter les retours, ce processus a pour l'essentiel été ponctuel. En outre, les violences postélectorales de 2010 ont entraîné une nouvelle large occupation des forêts protégées, soit par des voisins soit par de nouveaux migrants, et le préfet de Bloléquin a proclamé en 2012 l'interdiction de pénétrer dans les forêts protégées; ces deux facteurs peuvent créer des obstacles au retour des personnes déplacées qui s'étaient réfugiées dans des forêts protégées lors de précédents conflits. Le Rapporteur spécial prie instamment le Gouvernement de prendre toutes les mesures nécessaires pour atténuer l'ampleur et les effets des éventuelles expulsions de forêts protégées, de veiller à ce que d'autres solutions soient offertes et de faciliter les solutions durables pour les communautés touchées.

## V. Conclusions et recommandations

### A. Conclusions

64. La population de la Côte d'Ivoire a connu une décennie de crises et de déplacements multiples, principalement causés par des troubles civils et des conflits, qui ont été particulièrement marqués depuis 2002. Plusieurs autres facteurs ont alimenté la crise politique et les conflits armés, par leur instrumentalisation ou l'absence de solutions au fil des ans, notamment les questions relatives au foncier, à la nationalité et à l'identité nationale et les conflits intercommunautaires. Il est essentiel de régler ces problèmes pour promouvoir des solutions durables en faveur des personnes déplacées et pour protéger la population contre les déplacements forcés à l'avenir. Le Gouvernement a fait des efforts notables pour rétablir les structures étatiques et l'ordre public dans le pays. La situation en matière de sécurité demeure cependant précaire et a pâti de la lenteur des progrès faits dans la réforme du secteur de la sécurité, le désarmement, la démobilisation et la réintégration et les efforts de réconciliation. Dans la partie occidentale du pays, en particulier, les attaques transfrontalières, les tensions intercommunautaires, le banditisme et les allégations de violations des droits de l'homme perpétrées par des éléments des FRCI, les Dozos et d'autres éléments armés se poursuivent. La lenteur du retour à la pleine autorité civile dans l'ouest et le fait que les auteurs de violations des droits de l'homme ne soient pas traduits en justice continuent aussi à entretenir un climat d'insécurité tant réelle que perçue, la peur de la discrimination et du harcèlement et des rumeurs persistantes de représailles violentes dans les communautés touchées par les déplacements.

65. Si le fait que la plupart des personnes déplacées soient rentrées spontanément dans leurs régions d'origine ou de résidence habituelle quelques mois seulement après la fin des violences postélectorales de 2010 et que celles qui restaient aient finalement quitté les camps et campements pour l'essentiel de leur plein gré constitue un facteur positif, cette évolution n'a pas été accompagnée par une stratégie visant à mettre en œuvre des solutions durables. En conséquence, de nombreuses personnes déplacées et

<sup>43</sup> IDMC, Conseil norvégien pour les réfugiés, *Whose Land is This?* (Genève, 2009), p. 28 et 29.

leurs communautés d'accueil sont toujours dans une situation précaire, même en ce qui concerne leurs besoins les plus élémentaires. Les destructions et la paupérisation résultant des vagues successives de violence et de déplacements au cours de la dernière décennie ont affaibli les capacités de résilience et les structures communautaires et ont accru les vulnérabilités. Les déplacements et retours répétés ont exacerbé les questions foncières litigieuses, en particulier dans l'ouest. À Abidjan, des personnes déplacées, dont beaucoup ont subi des déplacements répétés, se sont installées dans des campements de fortune insalubres, sans sécurité d'occupation et avec un accès très limité aux services publics. Nombre d'entre elles risquent d'être expulsées car ces campements se trouvent dans des sites visés par des projets de développement ou considérés comme exposés aux catastrophes naturelles.

## B. Recommandations

66. Compte tenu de ce qui précède, le Rapporteur spécial fait les recommandations suivantes.

### 1. Recommandations au Gouvernement ivoirien

**Cadres législatif, stratégique et institutionnel relatifs aux personnes déplacées**

67. Élaborer une politique nationale, une législation et un cadre institutionnel connexe complets pour traiter les déplacements internes, conformément aux Principes directeurs relatifs au déplacement de personnes à l'intérieur de leur propre pays et à la Convention de Kampala, et ratifier celle-ci dès que possible. Dans le contexte de la Côte d'Ivoire, ce cadre devrait mettre l'accent sur la prévention des déplacements internes, les solutions durables, les expulsions liées au développement, les projets de conservation (par exemple les forêts protégées) et la gestion des catastrophes.

**Collecte de données sur les besoins humanitaires des personnes déplacées et les besoins auxquels il faut répondre dans le cadre de solutions durables**

68. Recueillir des données précises, utiles et ventilées sur la situation des personnes déplacées, leurs besoins humanitaires, leurs besoins en matière de développement et les besoins auxquels il faut répondre dans le cadre de solutions durables, ainsi que sur les communautés hôtes/d'accueil. À ce sujet, appuyer pleinement le projet d'établissement des profils des déplacements qui doit être en œuvre en 2013, avec l'assistance de la communauté internationale, et utiliser les informations recueillies pour constituer une base de données sur laquelle se fonder pour élaborer des stratégies nationales connexes.

**Une stratégie nationale globale visant à mettre en œuvre des solutions durables: garantir les droits socioéconomiques et promouvoir les moyens de subsistance**

69. Élaborer une stratégie globale pour traiter les besoins auxquels il faut répondre dans le cadre de solutions durables et améliorer les désastreuses conditions de vie des personnes déplacées, en portant une attention particulière aux groupes vulnérables et aux besoins de leurs communautés hôtes/d'accueil, et assurer la coordination avec la décision du Secrétaire général sur les solutions durables qui fera l'objet d'un projet pilote en Côte d'Ivoire. Cette stratégie devrait être fondée notamment sur le principe de non-discrimination, la participation, les besoins et les vulnérabilités, et viser les personnes déplacées tant dans les zones rurales que dans les zones urbaines.

70. Les besoins actuels de nombreuses personnes déplacées dans les domaines de l'assistance humanitaire et du développement continuent de faire obstacle à la mise en place de solutions durables, d'exposer les groupes vulnérables à des risques de violences et d'exploitation et d'exacerber les tensions intercommunautaires. Les stratégies visant à remédier à cette situation supposent: a) la mise en œuvre de mesures visant à stabiliser les populations touchées, au moyen d'activités humanitaires et d'activités de relèvement rapide à court et à moyen terme; b) l'inclusion des communautés touchées par les déplacements dans les plans nationaux de développement et les projets destinés à assurer des moyens de subsistance; et c) une coopération solide entre le secteur humanitaire et le secteur chargé du développement.

#### Sécurité, état de droit et réconciliation

71. Acheter d'élaborer et mettre en œuvre une réforme complète du secteur de la sécurité et un processus de désarmement, de démobilisation et de réintégration qui tienne compte des différents groupes et sources d'insécurité, notamment des acteurs non étatiques, du banditisme, de la circulation illicite d'armes, des anciens combattants et des départements de l'appareil de sécurité et des FRCI qui ont besoin d'être réformés.

72. En ce qui concerne les FRCI, les réformes devraient prévoir, notamment: une meilleure gestion des FRCI, qui garantisse le respect de la hiérarchie et de la discipline militaires, y compris en ce qui concerne leur rôle dans les régions frontalières ou les régions où des milices poursuivent leurs activités; un programme de contrôle de sécurité garantissant que les personnes admises dans l'armée nationale n'ont jamais commis d'atteintes aux droits de l'homme; et des considérations relatives aux personnes déplacées, y compris la nécessité de gagner la confiance des communautés touchées et d'instaurer une culture de la responsabilité et du respect des droits de l'homme, en particulier dans l'ouest du pays.

73. Rétablir l'autorité civile, en particulier dans l'ouest, notamment en fournissant à la police et à la gendarmerie les ressources nécessaires pour reprendre leurs fonctions dans le domaine du respect de la légalité et de la justice, en renforçant les infrastructures de l'état de droit, les services juridiques et le système judiciaire et en veillant à ce que les violations des droits de l'homme, notamment celles dont sont victimes les communautés touchées par les déplacements, fassent rapidement l'objet d'enquêtes et que les auteurs soient traduits en justice, y compris dans le cas de l'attaque contre le camp de déplacés de Nahibly.

74. Fournir le soutien politique, humain et financier nécessaire aux activités de consolidation de la paix et de réconciliation, y compris celles menées par la Commission Dialogue, Vérité et Réconciliation. Ces activités devraient comprendre une stratégie de sensibilisation, une assistance psychosociale et une large participation des communautés touchées par les déplacements lors des cycles de violence récents et plus anciens. La Commission devrait notamment procéder à une analyse approfondie des causes profondes du conflit, assortie de recommandations concernant, entre autres, les domaines nécessitant des réformes, les principes fondamentaux devant régir ces réformes (par exemple, l'inclusion, les droits de l'homme), l'indemnisation des personnes déplacées et la restitution de leurs biens et les mesures propres à garantir la non-répétition et à protéger les droits de l'homme.

#### Réforme foncière et questions connexes

75. Faciliter la participation des communautés de personnes déplacées au débat et au processus de réforme foncière afin que des considérations relatives aux déplacements soient intégrées dans les politiques, décisions et lois pertinentes. En particulier: a) revoir la loi de 1998 relative au foncier afin que les personnes déplacées puissent se prévaloir pleinement du droit en vigueur, sans obstacles injustifiés, et que leurs droits fonciers

soient dûment reconnus; b) établir des mécanismes pour régler les litiges et problèmes fonciers spécifiques résultant des déplacements (comme l'occupation secondaire, l'indemnisation/restitution, l'impossibilité de retourner dans les forêts protégées); et c) renforcer les systèmes de cadastre et de gestion des conflits (notamment au niveau préfectoral), de façon à faciliter les solutions durables, à prévenir les nouvelles tensions communautaires et à promouvoir la cohésion sociale.

#### Nationalité et identité/documents d'état civil

76. Prendre des mesures appropriées pour sensibiliser la population à l'importance de l'enregistrement des naissances et faciliter cet enregistrement, notamment par des actions de proximité, l'exemption des frais d'enregistrement, la prolongation des délais prévus et autres mesures appropriées, afin de remédier d'urgence au fait que 3 millions d'enfants, y compris des enfants déplacés, sont actuellement dépourvus d'acte de naissance.

77. Revoir les lois sur la nationalité et les structures connexes en vue d'assurer une protection contre l'apatridie et ratifier la Convention de 1954 relative au statut des apatrides et la Convention de 1961 sur la réduction des cas d'apatridie. Entretenir des partenariats entre les acteurs humanitaires et ceux qui s'occupent du développement et les ministères concernés dans les domaines de l'appui à l'enregistrement des naissances, à la formation, aux tribunaux itinérants pour régler les problèmes de nationalité et aux autres mesures pertinentes – en vue d'assurer une protection contre d'éventuels déplacements forcés à l'avenir et de protéger les droits de l'homme des personnes déplacées.

## 2. Recommandations à la communauté internationale

78. Continuer de soutenir le Gouvernement ivoirien par l'intermédiaire des activités de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire, des autres organismes compétents des Nations Unies, du renforcement des capacités, de l'assistance technique et des engagements financiers, en vue:

a) De consolider la paix et la sécurité dans le pays et d'instaurer une culture de respect des droits de l'homme, notamment en apportant un appui visant à rétablir pleinement un régime civil, à réformer le secteur de la sécurité et à prendre des mesures pour protéger les droits de l'homme des communautés touchées par les déplacements, en particulier dans l'ouest;

b) De soutenir une stratégie visant à trouver des solutions durables qui soit fondée sur des éléments factuels (sur les besoins recensés et les intentions des personnes déplacées) et assure une transition responsable entre l'assistance humanitaire immédiate et à moyen terme et les besoins en matière de moyens de subsistance des communautés touchées par les déplacements, d'une part, et les activités de développement, d'autre part;

c) De soutenir les activités qui accroîtront la protection contre les déplacements forcés à l'avenir, et de renforcer les solutions durables, notamment les activités de consolidation de la paix et de réconciliation, les réformes du droit foncier et les mécanismes connexes, la promotion des droits de l'homme et d'une culture de la responsabilité, les questions de nationalité et d'enregistrement des naissances et l'élaboration de cadres nationaux sur les droits de l'homme des personnes déplacées.